

[Texte]

même assez déprimants, il faut l'avouer. Cela fait des années que nous cherchons à trouver des solutions. Je vous ai souhaité beaucoup de patience, mais je devrais peut-être aussi vous souhaiter bonne chance, parce que c'est parfois très frustrant. Est-ce que votre bureau a l'intention de mettre en place des mécanismes ou des méthodes qui permettraient d'assurer que toute mesure législative déposée au Parlement renferme l'essentiel de l'objectif de la Loi sur les langues officielles?

Je pense par exemple au projet de loi C-22, la Loi sur la faillite. Je pourrais vous montrer des documents juridiques qui m'ont été envoyés. J'en ai reçu plusieurs et j'en ai apporté un. Quand vous faites faillite, la langue d'usage est l'anglais. La langue utilisée par les banques, par les trusts, par les compagnies pour annoncer une faillite dans une région ou dans une communauté est l'anglais. Avez-vous l'intention de mettre en place un système qui va aider ce Comité à suivre l'évolution législative à la Chambre des communes, afin qu'on s'assure que chacun des projets de loi où il est question d'un service auquel doivent avoir accès les deux groupes linguistiques donne véritablement cet accès aux deux groupes? Êtes-vous en mesure de m'assurer aujourd'hui que dans un an, vous pourrez me dire: Oui, monsieur Gauthier, on a en place un système et, dans telle loi, telle loi et telle loi, on s'est assuré qu'il y ait des dispositions garantissant aux minorités linguistiques, tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec, l'accès aux services gouvernementaux?

M. Goldbloom: Il est évident que le rôle du commissaire en est un de surveillance de la performance des instances gouvernementales et de la mise en application des lois et règlements afin que le public puisse jouir des services qui sont pour lui des droits. Je suis peut-être trop nouveau dans mes fonctions pour avoir au bout des doigts tous les éléments d'un mécanisme de surveillance. Je suis sensible à ce que vous souhaitez obtenir et je m'engage à examiner avec mes collaborateurs ce que nous pourrions faire de mieux dans ces domaines.

Vous savez comme moi que le commissaire n'a pas de pouvoirs exécutifs. Il n'a pas les pouvoirs du Parlement, qui détient le pouvoir de légiférer et qui est donc responsable de ses propres décisions. Le commissaire est là comme chien de garde afin de s'assurer que les ministères et organismes fédéraux ne sont pas négligents. Nous avons un système de comptabilité de la performance des...

M. Gauthier: Je comprends tout cela. Je suis avec vous jusqu'à ce que vous me disiez qu'il y a du positif. Est-ce que vous êtes prêt à initier chez vous des rapports? Je sais que vous êtes là pour faire de la persuasion plus qu'autre chose. Je sais que vous pouvez faire des rapports régulièrement à la Chambre des communes si vous le voulez, rendant publiques des situations où la loi n'est pas totalement respectée.

• 1610

Peut-on s'attendre à ce que vous innoviez? Cela ne s'est pas fait jusqu'à maintenant. Il y a eu quelques rapports spéciaux du commissaire qui vous a précédé, mais je pense que c'était exceptionnel. Il y en a peut-être eu auparavant aussi. Je ne peux pas vous les nommer tout de suite, mais je sais qu'il y en a eu sur VIA Rail et Air Canada, je crois.

[Traduction]

have been trying to find solutions for years. I said at the beginning that I hoped you were very patient, but I would also like to wish you good luck, because sometimes it is very frustrating. Does your Commission plan to implement mechanisms or methods to ensure that all legislative measure tabled in Parliament recognize the fundamental objectives of the Official Languages Act?

Take for example Bill C-22, the Bankruptcy Act. I could show you some legal documents that were sent to me. I received several and I brought one with me. In the event of bankruptcy, the language normally used is English. Banks, trust companies and other companies use English to announce a bankruptcy in a region or a community. Do you plan on implementing a system to help the committee follow legislative developments in the House of Commons so that all bills dealing with a service offered to both linguistic groups really is made accessible to both? Can you give me an assurance today that in a year, you will be able to say to me: Yes, Mr. Gauthier, there is a system and we are sure there are provisions in a given Act whereby linguistic minorities both in Quebec and elsewhere are guaranteed access to government services?

Dr. Goldbloom: Obviously, the Commissioner's role is to monitor the performance of the government authorities and to ensure that laws and regulations are enforced so that the public can enjoy the services to which it is entitled. Perhaps I am too new in my job to be fully familiar with every aspect of a monitoring mechanism. I do understand what you want and I can assure you I will work with my colleagues to see what can be done to improve in these areas.

You and I both know that the Commissioner does not have binding powers. He does not have the same powers as Parliament, which has power to legislate and is therefore responsible for its own decisions. The Commissioner acts as a watchdog to ensure that federal departments and organizations are not negligent. We have system to track the performance of...

Mr. Gauthier: I understand all that. I agree with you up to the point you tell me there are positive aspects. Are you ready to start writing reports? I know you are there to persuade more than anything else. I know you could submit reports regularly to the House of Commons if you wanted to, thereby publicizing situations where the Act is not being fully respected.

Can we expect you to be innovative? That has not happened yet. Your predecessor submitted some special reports, but I think they were for exceptional reasons. There were perhaps some prior to that as well. I cannot name all of them for you off-hand, but I know there was one on VIA Rail and Air Canada, if I am not mistaken.